



## **Boycott du Comité Social d'Administration de l'Académie de Dijon du 30 janvier 2025 pour dénoncer les conditions désastreuses de la rentrée 2025**

Le Comité Social d'Administration (CSA) de l'académie de Dijon devait se réunir ce jeudi 30 janvier au rectorat, pour examiner les moyens prévus pour la rentrée 2025. Après des annonces contradictoires (annulation ou pas des 4000 suppressions de postes...), le constat demeure amer et notre académie voit encore cette année une forte baisse des moyens attribués. Les organisations syndicales représentatives FSU, UNSA, FO et CFDT ont donc décidé de boycotter ce CSA.

Alors qu'un seul poste de CPE et 12 postes d'AED sont créés pour toute l'académie, **112 postes sont supprimés !**

60 postes de professeur·es des écoles dans le 1<sup>er</sup> degré et 50 postes d'enseignant·es dans le 2<sup>nd</sup> degré. Nous refusons l'argument démographique pour expliquer les suppressions de postes, car une baisse du nombre d'élèves devrait être prise comme une occasion de réduire les effectifs par classe, qui sont en France parmi les plus élevés d'Europe et ainsi améliorer les conditions de travail des personnels et de réussite des élèves.

De plus, 2 postes sont supprimés chez les administratifs (et peut-être plus selon le partage avec l'académie de Besançon de 4 autres suppressions en DSDEN et au rectorat).

Hier, la ministre E. Borne fait passer devant le Conseil Supérieur de l'Education le nouveau texte pour contourner l'avis du conseil d'Etat qui a invalidé les groupes de niveaux du choc des savoirs. La ministre ne change pas de méthode, nous ne changeons pas de revendication. Le choc des savoirs, c'est toujours non ! Où sont passés d'ailleurs les moyens de maintenir des groupes quels qu'ils soient, puisque la plupart des suppressions de postes dans le 2<sup>nd</sup> degré porteront sur les collèges ! Et il faudrait faire les groupes avec 50 postes en moins dans les collèges ?

Les 4 organisations syndicales élues au CSA de l'Académie de Dijon refusent de renoncer à un service public d'Éducation nationale de qualité. A nos yeux, ces suppressions de postes et le maintien du choc des savoirs relèvent du mépris et engendrent la colère. Nos organisations revendiquent l'arrêt des politiques de suppressions de postes, des recrutements à la hauteur des besoins réels des élèves, que ce soit dans le 1<sup>er</sup> comme dans le 2<sup>nd</sup> degré, et une revalorisation du point d'indice. Ce n'est que dans ces conditions que le gouvernement pourra affirmer que l'Éducation est une priorité de la Nation.